

Les pénalités de retard annulées

La mesure prise, avant-hier, par le Conseil des ministres devrait soulager les entreprises qui font face, depuis le début de la crise sanitaire, à des problèmes de trésorerie.

Bonne nouvelle pour les opérateurs économiques. Le Conseil des ministres réuni avant-hier a décidé l'annulation des pénalités de retard de paiement des cotisations à la Sécurité sociale en faveur de 760 552 employeurs, tout en encourageant les cotisations aux caisses de la Sécurité sociale dans l'objectif de préserver le tissu économique. Plusieurs entreprises confrontées à des difficultés de trésorerie, en raison de la crise sanitaire, n'ont pas pu honorer, dans les délais, le versement de leurs cotisations auprès de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (Cnas).

Elles se sont vu appliquer des pénalités de retard et la suspension des abattements dont elles bénéficient lors des premiers recrutements des travailleurs. Pour rappel, au début de la pandémie, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale avait pris un ensemble de mesures dans le but de contribuer aux mesures préventives. Le gouvernement avait décidé, entre autres, le report, au 30



mai 2020, du paiement à la Cnas, des cotisations pour l'ensemble des employeurs, afin de leur permettre de mobiliser les ressources nécessaires pour faire face à la crise et ses conséquences financières, tout en leur garantissant le gel des pénalités et majorations de retard, et en leur proposant la

possibilité de mettre en place un échéancier de paiement. Il a également prorogé le délai de versement des cotisations auprès de la Cnas jusqu'au 30 septembre 2021 (initialement prévu le 30 juin de chaque année), en accordant les mêmes avantages en matière de droits aux prestations so-

ciales, le gel des pénalités et la possibilité d'établir un échéancier de paiement.

Lors d'un Conseil des ministres qui s'est tenu le 26 juillet 2020, le président de la République avait instruit le Premier ministre de l'époque de geler le paiement des charges financières et des obliga-

tions fiscales et parafiscales dues par les opérateurs économiques pour la période correspondant à la période de confinement. Aucune sanction ou paiement de pénalités ne devaient être exigés de ces opérateurs. La mesure prise, avant-hier, par le Conseil des ministres, devrait soulager les entreprises qui font face, depuis le début de la crise sanitaire, à des problèmes de trésorerie. Deux arrêtés interministériels concernant le "Fonds national de sécurité sociale" ont été publiés dans le *Journal officiel* n°55 du 14 juillet 2021. Le premier fixe la nomenclature des recettes et des dépenses, et le deuxième les modalités de suivi et d'évaluation. La conjoncture exceptionnelle qui a prévalu dès le 1^{er} semestre de l'année 2020, marquée par les effets de la crise sanitaire liée à la Covid-19, et l'effondrement des cours du pétrole brut ont contraint les pouvoirs publics à engager des actions urgentes à caractères économique, social et sanitaire. Mais les mesures prises en faveur des entreprises ne traitent que de la dette existante, alors que les entreprises souffrent de problèmes de trésorerie.

M. R.

Cotisations sociales : Annulation des pénalités de retard

Par Rédaction AE - 22 août 2021 / 21 :05



Lors de la réunion périodique du Conseil des ministres, présidé par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, il a été décidé d'annuler les pénalités résultant du retard du versement des cotisations sociales, a indiqué ce dimanche 22 août 2021 la Présidence de la république dans un communiqué publié sur sa page Facebook.

À l'issue de la réunion périodique, le conseil des ministres a décidé d'annuler les pénalités résultant du retard de versement des cotisations sociales qui touchent plus de 760 552 salariés, tout en encourageant la participation aux caisses de sécurité sociale afin de préserver le tissu économique.

La même source a annoncé une présentation d'un projet de loi devant le gouvernement et le Conseil des ministres qui institue une allocation de chômage, et qui s'ajoutera aux formules d'allocations de chômage adoptées dans d'autres secteurs.

S'agissant du secteur de l'industrie pharmaceutique, le Président de la République a souligné la nécessité d'accélérer le projet de production de vaccins en Algérie.

Il a également chargé Sonatrach de l'acquisition de camions de transport d'oxygène en prévision d'une augmentation de la production, qui atteindra 800 000 litres par jour au cours des six premiers mois de l'année prochaine.

Abdelmadjid Tebboune a souligné la nécessité d'accorder la plus haute importance à la régulation du marché du médicament, notamment la surveillance et le respect des normes de qualité lors du processus de production, y compris les compléments alimentaires.

Le président Tebboune a appelé à travailler à la relance et à la promotion du laboratoire pharmaceutique Sidal pour un véritable rôle de pionnier sur le marché national et africain.



إعفاء مشترك الضمان الاجتماعي من غرامات التأخير

دفع آخر قسط مستحق. وللاستفادة من الإعفاءات، يشترط على المدينين دفع اشتراك الضمان الاجتماعي الساري، وتقديم طلب لدفع الاشتراكات السابقة حسب جدول زمني للتسديد، وذلك قبل 31 جانفي 2022. إلى جانب ذلك، سيعاد، بموجب هذا الأمر، منح امتيازات تخفيض حصة المستخدم من اشتراكات الضمان الاجتماعي للمستخدمين المستفيدين منها في إطار التدابير التشجيعية الخاصة بترقية ودعم التشغيل المنصوص عليها في التشريع، وهذا بالنسبة للفترات المتبقية من الامتياز للمستخدمين الذين فقدوا حق الاستفادة من التخفيض بسبب عدم دفعهم للاشتراكات في الأجال المحددة، على أن يدفعوا كل الديون المستحقة بتطبيق نسبة الاشتراك الكاملة.

ق/و

في إطار جهود الدولة للتكفل بالآثار الاقتصادية لجائحة كورونا ومرافقة المتعاملين الاقتصاديين في بعث الاقتصاد الوطني، أمر رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون بإعفاء المستخدمين والتجار والمهنيين غير الأجراء الذين يمارسون نشاطات لحسابهم الخاص، من الغرامات المترتبة على التأخير في تسديد اشتراكات الضمان الاجتماعي. الأمر الرئاسي المؤرخ في 25 أوت الجاري، والصادر في العدد الأخير من الجريدة الرسمية (العدد 65)، ينص على وضع تدابير استثنائية لفائدة المتعاملين المدينين في مجال اشتراكات الضمان الاجتماعي.

من بين هذه التدابير الاستثنائية، استفادة المتأخرين في تسديد اشتراكات الضمان الاجتماعي من جدول لتسديد هذه الاشتراكات مع الإعفاء من زيادات وغرامات التأخير عند

PAIEMENT DES COTISATIONS À LA SÉCURITÉ SOCIALE

Exonération des majorations et pénalités de retard

Les employeurs et les personnes non salariées exerçant une activité pour leur propre compte, redevables en matière de cotisations de Sécurité sociale, peuvent bénéficier d'un échancier de paiement de ces cotisations avec exonération des majorations et pénalités de retard, à l'issue du versement de la dernière échéance due.

Le bénéfice de ces dispositions est subordonné au paiement de l'encours de la cotisation de Sécurité sociale et à l'introduction d'une demande d'échancier de paiement des cotisations antérieures par le débiteur, employeur ou personne non salariée exerçant une activité pour son propre compte, auprès de l'organisme de Sécurité sociale compétent, avant le 31 janvier 2022. Le non-paiement de la totalité des dettes relatives aux cotisations principales, constaté à la date de la dernière échéance due, entraîne la per-

te du droit à l'exonération des majorations et pénalités de retard. C'est ce que relève l'ordonnance n°21-12 du 25 août 2021 relative aux mesures exceptionnelles au profit des employeurs et des personnes non salariées exerçant une activité pour leur propre compte, redevables en matière de cotisations de Sécurité sociale, publiée au *Journal officiel* n°65. 760 552 employeurs devraient être concernés par cette mesure. L'ordonnance "a pour objet de mettre en place des mesures exceptionnelles au profit des employeurs et des personnes non salariées exerçant une activité pour leur propre compte, redevables en matière de cotisations de Sécurité sociale, dans le cadre des efforts de l'État dans la prise en charge des effets économiques de la pandémie de Covid-19 et l'accompagnement des opérateurs économiques dans la relance de l'économie nationale, en matière de paiement

des cotisations, d'exonération des majorations et pénalités de retard et de préservation de l'emploi".

L'article 3 de l'ordonnance stipule que les dispositions relatives à l'exonération des majorations et pénalités de retard sont applicables jusqu'au 31 janvier 2022 aux employeurs et aux personnes non salariées exerçant une activité pour leur propre compte qui s'acquittent de la totalité des cotisations principales antérieures en une seule fois ou ceux qui sont en cours de paiement par échancier accordé avant la date de publication de la présente ordonnance.

Ces dispositions, indique le texte dans son article 3, sont également applicables aux employeurs et aux personnes non salariées exerçant une activité pour leur propre compte, redevables des seules majorations et pénalités de retard, à condition qu'ils s'acquittent

du versement de l'encours des cotisations de Sécurité sociale qui leur incombe. Par ailleurs, annonce l'ordonnance, les avantages accordés aux employeurs ayant bénéficié de l'abattement de la quote-part patronale de cotisations de Sécurité sociale dans le cadre des mesures d'encouragement et d'appui à la promotion de l'emploi, prévues par la législation et la réglementation en vigueur, sont rétablies pour les périodes restantes de l'avantage, pour les employeurs ayant perdu le droit au bénéfice de l'abattement à la suite du non-respect de paiement des cotisations dans les délais fixés, sous réserve de paiement de la totalité des cotisations dues au taux plein de cotisation conformément aux dispositions du décret législatif n°94-12 du 26 mai 1994 fixant le taux de cotisation de Sécurité sociale.

MEZIANE RABHI

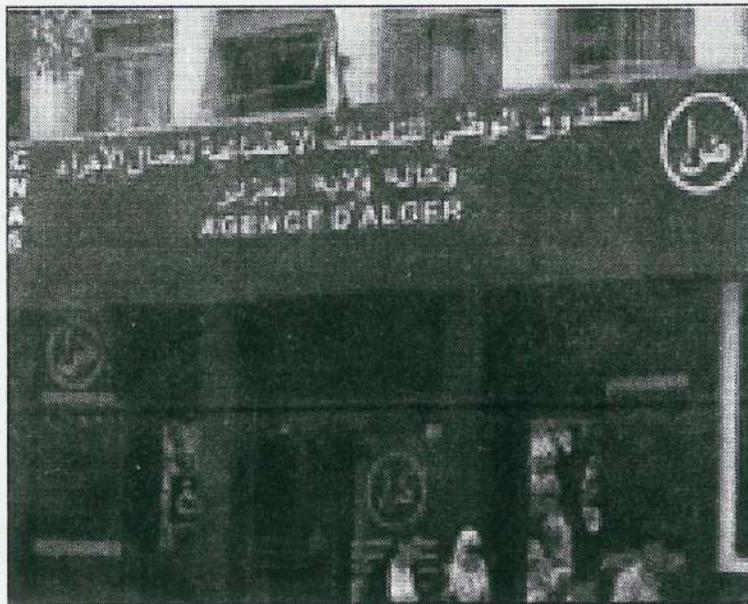
Mesures exceptionnelles au profit des employeurs

Le Premier magistrat du pays a pris, par le biais d'une ordonnance, après vérification de la constitutionnalité de celle-ci, des mesures exceptionnelles au profit des employeurs et des personnes non salariées exerçant une activité pour leur propre compte, redevables en matière de cotisations de Sécurité sociale. Mesures publiées sur le n°65 du Journal officiel daté du 26 août.

Intervenant en plénières parlementaires d'une part, et du fait que l'ordonnance en question avait été soumise au Conseil des ministres lors de sa réunion du 22 août 2021, d'autre part, les mesures exceptionnelles au profit des employeurs et des personnes non salariées exerçant une activité pour leur propre compte, redevables en matière de cotisations de Sécurité sociale, ont été énoncées après que l'ordonnance eut été validée par le Conseil constitutionnel, puis publiée sur le *Journal officiel* du 26 août dernier.

Ces mesures exceptionnelles au profit des employeurs et des personnes non salariées exerçant une activité pour leur propre compte, redevables en matière de cotisations de Sécurité sociale, entrent dans le cadre du dispositif mis en place par les pouvoirs publics pour la prise en charge des effets subis en conséquence de la pandémie et, ainsi, accompagner les opérateurs écono-

miques dans la relance de l'économie nationale en matière de paiement des cotisations, d'exonération des majorations et pénalités de retard et de préservation de l'emploi. Il est expliqué à travers l'article 2 de l'ordonnance que les employeurs et les personnes non salariées exerçant une activité pour leur propre compte, redevables en matière de cotisations de Sécurité sociale, peuvent bénéficier d'un échéancier de paiement de ces cotisations avec exonération des majorations et pénalités de retard, à l'issue du versement de la dernière échéance due. Le bénéfice des dispositions prévues est subordonné au paiement de l'encours de la cotisation de Sécurité sociale et à l'introduction d'une demande d'échéancier de paiement des cotisations antérieures par le débiteur, employeur ou personne non salariée exerçant une activité pour son propre compte, auprès de l'organisme de Sécurité sociale compétent, avant le 31



Photos : DR

janvier 2022. Il est toutefois clairement précisé que le non-paiement de la totalité des dettes relatives aux cotisations principales, constaté à la date de la dernière échéance due, entraîne la perte du droit à l'exonération des majorations et pénalités de retard.

L'article 3 de l'ordonnance, quant à lui, stipule que les dispositions énoncées dans l'article le précédant, relatives à l'exonération des majorations et pénalités de retard, sont applicables jusqu'au 31 janvier 2022 aux employeurs et aux personnes non salariées exerçant une activité pour leur propre compte qui s'acquittent de la totalité des cotisa-

tions principales antérieures en une seule fois, ou ceux qui sont en cours de paiement par échéancier accordé avant la date de publication de la présente ordonnance. Les dispositions énumérées dans l'article 2 sont applicables également aux employeurs et aux personnes non salariées exerçant une activité pour leur propre compte, redevables des seules majorations et pénalités de retard, à condition qu'ils s'acquittent du versement de l'encours des cotisations de Sécurité sociale qui leur incombe.

«Les avantages accordés aux employeurs ayant bénéficié de l'abattement de la quote-part

patronale de cotisations de Sécurité sociale dans le cadre des mesures d'encouragement et d'appui à la promotion de l'emploi, prévues par la législation et la réglementation en vigueur, sont rétablis pour les périodes restantes de l'avantage, pour les employeurs ayant perdu le droit au bénéfice de l'abattement suite au non-respect de paiement des cotisations dans les délais fixés, sous réserve de paiement de la totalité des cotisations dues, au taux plein de cotisation», stipule l'article 4 de cette ordonnance qui soulage un pan entier d'employeurs et de travailleurs happés par les effets induits par la pandémie. Par ailleurs, un décret exécutif publié, celui-ci, dans le *Journal officiel* daté du 29 août est venu modifier le décret exécutif datant du 31 août 2020 fixant les modalités de maintien, à titre exceptionnel, par le Trésor public, de la bonification du taux d'intérêt des crédits accordés par les banques et établissements financiers en faveur des entreprises et particuliers en difficulté à cause de la pandémie de coronavirus.

Les dispositions du décret en question sont de nouveau prorogées, cette fois jusqu'au 30 septembre courant.

Azedine Maktour

La sécurité sociale remet les compteurs à zéro



DANS le cadre des efforts de l'État pour accompagner et aider les opérateurs économiques pour dépasser les effets négatifs de la pandémie de Covid-19 et leur permettre de s'inscrire dans une dynamique de mise en œuvre de la relance économique initiée par le président de la République, il a été décidé, lors du dernier Conseil des ministres d'annuler les pénalités de majoration de retard concernant le paiement des cotisations de sécurité sociale par les employeurs et les personnes non salariées exerçant une acti-

tivité pour leur propre compte. Cette décision est valable jusqu'au 31 janvier 2022 et bénéficiera à plus de 760 000 employeurs. Une mesure entrée en vigueur après la publication de l'ordonnance présidentielle, selon un communiqué du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale qui invite l'ensemble des opérateurs économiques de se rapprocher des caisses de sécurité sociale afin de bénéficier de ces mesures exceptionnelles.

TLEMCEM

Sécurité sociale : exonération totale des pénalités de retard**Khaled Boumediene**

La nouvelle ordonnance présidentielle n°21-12 du 25 août 2021 relative aux exonérations des pénalités et des majorations de retard de la sécurité sociale, a mis du baume au cœur des assurés sociaux, qui ont subi de «plein fouet» le ralentissement de leur activité en raison des mesures restrictives et de prévention prises contre le Covid-19 et la fermeture de nombreux locaux pour limiter la propagation du virus.

«Nous saluons cette louable mesure qui va soulager de nombreux assurés débiteurs qui éprouvaient moult difficultés pour régulariser la situation de leurs années antérieures vis-à-vis des caisses nationales d'assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), non-salariés (CASNOS) et la caisse nationale des congés payés et du chômage-intempéries des secteurs du

bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (CACOBATPH).

En effet, cette mesure prise dans le contexte de la crise sanitaire de Covid-19 soulagera aussi les personnes activant dans l'informel qui peuvent désormais prétendre à toutes les facilités de paiement de leurs cotisations principales jusqu'au 31 janvier 2022», a indiqué jeudi dernier M. Benzemra Sid-Ahmed, directeur de la CASNOS de Tlemcen. « Cette mesure d'importance majeure permet aux assurés ayant des difficultés financières de contracter un échéancier auprès de notre caisse tout en bénéficiant de l'exonération de leurs pénalités de retard. Elle accorde des avantages et prestations en nature avec l'activation de la carte Chifa.

Parfois, les pénalités dépassent de loin le montant des cotisations des années antérieures à recouvrer, ce qui complique la situation de recouvrement. Cette

mesure transmise par notre direction générale permet d'atténuer les défauts d'immatriculations des commerçants et autres personnes exerçant des activités libérales, qui encourent les pénalités de retard ou défauts d'immatriculation », a ajouté le même responsable.

Selon ce dernier, les services des prestations, d'immatriculation et de recouvrement procéderont à l'application de cette ordonnance dès aujourd'hui. Dans ce cadre, un guichet itinérant d'information et de sensibilisation va sillonner toutes les daïras de la wilaya. En outre, la direction de la CASNOS organisera des séances de travail et de coordination avec tous les responsables des corporations de la CASNOS, entre-autres, l'UGCAA, la chambre agricole, l'artisanat et métiers, le syndicat des médecins et des avocats. A noter, que la CASNOS de Tlemcen compte plus de 60000 cotisants.

النصر

استحداث علاوة للبطالة وإلغاء عقوبات التأخر في تسديد اشتراكات الضمان الاجتماعي

وعن دوافع هذا القرار، أوضح رئيس الجمهورية في هذا السياق، أن التنمية الحقيقية تقتضي أن يبادر القطاع الخاص بالاستثمار مع الاستفادة من مرافقة الدولة والحزينة العمومية، غير أنه في انتظار انطلاق هذه المبادرات في بعض النواحي، يجب اتخاذ قرارات للتكفل بالشباب «لكي لا يتم توظيفهم سياسويا».

ولفت إلى أن «فرص الاستثمار في الجنوب قليلة وأغلبها أنجزت من طرف الدولة».

وأضاف قائلا: «الشباب يعرفون أننا مجندون لأقصى درجة من أجلهم»، مشيراً إلى «أنه لا توجد علامات فقر في الجزائر مثلما هو موجود في محيطنا الإفريقي»، داعياً الشباب إلى الحذر وإلى عدم الانسياق وراء بعض الأطراف التي تسعى إلى تجنيدهم. وللإشارة يأتي مشروع نص قانوني يؤسس لعلاوة البطالة في إطار التدابير المتخذة لتحسين مستوى المعيشة ويأتي إلغاء العقوبات الناجمة عن التأخر في تسديد اشتراكات الضمان الاجتماعي، التي تمس أكثر من 760552 مستخدماً، مع تشجيع الاشتراك في صناديق الضمان الظروف والأوضاع الاجتماعية والاقتصادية الحالية والتي تستدعي مثل هكذا قرارات.

ح-م

أمر رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، أمس، بتقديم مشروع نص قانوني، أمام الحكومة ومجلس الوزراء، يؤسس لعلاوة البطالة وكذا إلغاء العقوبات الناجمة عن التأخر في تسديد اشتراكات الضمان الاجتماعي، التي تمس أكثر من 760552 مستخدماً.

قرر مجلس الوزراء، أمس، إلغاء العقوبات الناجمة عن التأخر في تسديد اشتراكات الضمان الاجتماعي، التي تمس أكثر من 760552 مستخدماً، مع تشجيع الاشتراك في صناديق الضمان الاجتماعي حفاظاً على النسيج الاقتصادي حسبما أفاد به بيان لمجلس الوزراء.

كما تقرر تقديم مشروع نص قانوني، أمام الحكومة ومجلس الوزراء، يؤسس لعلاوة البطالة، تضاف إلى صيغ منح البطالة المعتمدة في قطاعات أخرى. وللتذكير، كان رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، قد أعلن عن رفع منحة البطالة.

وصرح الرئيس تبون في آخر لقاء له مع ممثلي الصحافة الوطنية، قائلا: «أخذنا قراراً سنعلن عنه في مجلس الوزراء المقبل، يقضي بالرفع من قيمة منحة البطالة».

ويهدف هذا القرار إلى «صون كرامة الشباب الجزائري ومنع أي طرف من أن يستعمله سياسياً»، حسب ما أكده رئيس الجمهورية.

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE PRÉSIDE LA RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

L'ÉTAT LÈVE LES VEROUS BUREAUCRATIQUES ET CONFIRME SON ENGAGEMENT

SOCIAL ET SOLIDAIRE

UNE ALLOCATION CHÔMAGE QUI S'AJOUTERA AUX AUTRES ALLOCATIONS ADOPTÉES DANS D'AUTRES SECTEURS

Le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, a présidé hier, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen d'exposés relatifs aux secteurs de la Justice, de l'Intérieur, du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, de l'Industrie pharmaceutique, de la Communication et la Culture, indique un communiqué de la présidence de la République dont voici la traduction APS :

"Le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, ce dimanche 22 août 2021, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen d'exposés relatifs aux secteurs de la Justice, de l'Intérieur, du Travail, de l'Emploi et de la sécurité sociale, de l'Industrie pharmaceutique, de la Communication et de la Culture. La réunion a débuté par un exposé du Premier ministre sur le bilan de l'action gouvernementale au cours des deux dernières semaines, avant l'examen des points inscrits à l'ordre du jour.

• SECTEUR DE LA JUSTICE :

Le Conseil des ministres a approuvé un projet d'ordonnance modifiant et complétant la loi organique portant régime électoral et un projet d'ordonnance modifiant et complétant le code de procédure pénale, prévoyant la création d'un pôle spécialisé dans la cybercriminalité. Le président de la République a donné les instructions suivantes et émis les observations ci-après :

- L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) est la seule habilitée à décider de l'exemption de la condition de parité requise sur les listes électorales.

- Réduire le nombre de signatures dans les régions à faible densité de population pour les candidats.

- Saluer la création du pôle spécialisé dans la cybercriminalité comme acquis pour le secteur de la Justice à l'instar du pôle spécialisé dans les crimes économiques, insistant sur l'accélération de l'installation du nouveau pôle et le traitement des crimes cybernétiques aux mains de la Justice.

• SECTEUR DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE :

- Éliminer les pénalités de retards en matière de cotisations à la sécurité sociale en faveur de 760.552 employeurs, tout en encourageant les cotisations aux Caisses de la sécurité sociale dans l'objectif de préserver le tissu économique.

- Soumettre au Gouvernement et en Conseil des ministres un projet de loi instituant l'allocation chômage qui s'ajoutera aux formules d'allocations de chômage adoptées dans d'autres secteurs.

• SECTEUR DE L'INTÉRIEUR :

- Le président de la République a salué, à nouveau, l'élan solidaire du Peuple algérien avec les wilayas touchées par les récents incendies.

- Charger les ministres de l'Intérieur, de l'Agriculture et de l'Habitat de finaliser, au plus vite, les opérations d'évaluation des dégâts et d'indemnisation.

- Faire appel à l'Armée nationale populaire, si le besoin se fait sentir, afin de renforcer les rangs des agents responsables de l'évaluation des dégâts, notamment avec l'approche de la rentrée sociale et de l'hiver.

- Charger le ministre de l'Intérieur et le Secrétaire général de la Présidence de la République d'entamer, dans l'immédiat, le versement des allocations au profit des familles des martyrs des incendies.



- Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural se chargera du reboisement, à grande échelle, des arbres fruitiers au niveau des régions touchées.

• SECTEUR DE LA CULTURE :

- Asseoir les bases d'une industrie cinématographique créatrice d'emplois et de richesse à travers une production cinématographique constructive répondant aux standards internationaux.

- Intégrer les diplômés des instituts artistiques et dramatiques ainsi que les titulaires de Baccalauréat artistique, à instituer prochainement, dans le domaine artistique, toutes spécialités confondues.

- Relancer le projet de production du film *l'Emir Abdelkader*, fondateur de l'Etat algérien moderne et symbole universel.

• SECTEUR DE LA COMMUNICATION (MÉDIAS AUDIOVISUELS) :

Le président de la République a donné des instructions portant accélération de la réforme du cadre législatif relatif à l'audiovisuel et du cahier des charges régissant les engagements généraux en matière de respect des libertés fondamentales, des exigences de la gestion démocratique de la société et du maintien de l'ordre public, parallèlement à l'organisation de l'exploitation des services de la télédiffusion et de la radiodiffusion.

• SECTEUR DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE :

- Le président de la République a mis l'accent sur l'impératif d'accélérer le projet de production de vaccins en Algérie.

- Charger le groupe Sonatrach d'acquiescer des camions de transport d'oxygène en prévision de l'augmentation de la production qui devra atteindre au premier semestre de l'année prochaine 800.000 litres/jour.

- Accorder la priorité absolue à l'organisation du marché de médicaments, son contrôle et le respect des normes de qualité dans la production, y compris pour ce qui est des compléments alimentaires.

- Relancer et promouvoir l'entreprise Saïdal pour lui permettre de jouer un rôle leader sur les marchés national et africain.

• LE PRÉSIDENT TEBBOUNE A ÉGALEMENT DONNÉ DES ORIENTATIONS D'ORDRE GÉNÉRAL :

- Le président de la République a instruit le Premier ministre à l'effet d'alléger le confinement sanitaire en ouvrant les plages et lieux de loisir, en cas de la poursuite du recul des cas de contamination, avec le maintien des strictes mesures de prévention.

- Ouverture de nouveaux vols vers les destinations ouvertes et d'autres vers de nouveaux pays.

- Vaccination de l'ensemble des enseignants des secteurs de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle, ainsi que les étudiants universitaires, avant les deux rentrées scolaire et universitaire.

- Maintenir le contact et le dialogue avec les partenaires sociaux dans les secteurs de l'Éducation, de la Formation professionnelle, de l'Enseignement supérieur et de la Santé.

- Dégel des projets pas encore engagés pour des raisons purement bureaucratiques.

- Elaboration d'un programme pour le lancement de projets de réalisation d'un hôpital spécialisé dans la prise en charge des brûlures graves et d'autres hôpitaux d'urgences dans les wilayas de Annaba, de Constantine et d'Oran. Le Conseil des ministres a approuvé un projet de décret présidentiel autorisant la contribution de l'Algérie à l'augmentation spéciale temporaire du capital callable de la Banque africaine de développement (BAD). Le Conseil des ministres a, enfin, approuvé des décisions individuelles portant nominations et fin de fonctions dans des postes supérieurs de l'Etat.

APS

MINISTÈRE DU TRAVAIL

Suppression jusqu'au 31 janvier 2022 des pénalités de retard de paiement des cotisations à la sécurité sociale

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale informe tous les employeurs affiliés aux caisses de sécurité sociale de l'entrée en vigueur des mesures exceptionnelles liées à la suppression des pénalités de retard de paiement des cotisations à la sécurité sociale, jusqu'au 31 janvier 2022, a-t-on appris, mardi, auprès du ministère. «Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale informe tous les employeurs affiliés aux caisses de sécurité sociale, de l'entrée en vigueur des mesures exceptionnelles liées à l'annulation des pénalités de retard de paiement des cotisations à la sécurité sociale, approuvées en Conseil des ministres tenu le 22 août 2021 et ce, après la promulgation de l'ordonnance n 21-12 du 25 août 2021, parue au Journal officiel n 65».

Cette décision d'exemption, «qui restera en vigueur jusqu'au 31 janvier 2022, concerne plus de 760.000 employeurs redevables, dont 153.458 employeurs affiliés à la

Caisse nationale des assurances sociales (CNAS) et 589.426 employeurs affiliés à la Sécurité Sociale des Non-Salariés (CAS-NOS), ainsi que 17.668 employeurs affiliés à la Caisse nationale des congés payés et du chômage intempéries des secteurs du BTPH (CACOBAPTH).

Ces mesures exceptionnelles profitent à tous les salariés et non-salariés exerçant une activité pour leur propre compte, notamment ceux qui rencontrent des difficultés à régler leur situation et à honorer leurs engagements vis-à-vis de la sécurité sociale. Aussi, les opérateurs économiques concernés par ces procédures peuvent bénéficier d'un rééchelonnement pour le paiement de leurs cotisations principales avec une exonération totale des majorations et des pénalités de retards lors du paiement de la dernière tranche».

Afin de bénéficier de ces mesures, il faudra procéder au versement des cotisations en cours puis la présentation d'une deman-

de d'échelonnement des précédentes cotisations par le redevable, ajoute-t-on de même source. Les usagers débiteurs auprès de la CNAS bénéficient d'une réduction du quote-part patronale en matière de cotisations de la sécurité sociale et ce dans le cadre des mesures incitatives relatives à la promotion et le soutien de l'emploi.

A cette occasion, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a appelé l'ensemble des opérateurs économiques à se rapprocher des instances de sécurité sociale afin de bénéficier de ces mesures exceptionnelles. Le ministère a affirmé que ces mesures exceptionnelles s'inscrivent dans le cadre des efforts de l'Etat visant à accompagner et aider les opérateurs économiques pour surmonter les incidences négatives dues à la propagation du covid-19 et leur permettre de contribuer à la concrétisation du programme de relance économique initié par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.



وزارة العمل ..

لا غرامات عن التأخر في تسديد اشتراكات الضمان الاجتماعي إلى غاية 31 جانفي

أنهت وزارة العمل والتشغيل والضمان الاجتماعي إلى علم كافة المستخدمين المنتسبين لصناديق الضمان الاجتماعي عن دخول حيز التنفيذ الاجراءات والتدابير الاستثنائية المتعلقة بإلغاء العقوبات الناجمة عن التأخر في تسديد اشتراكات الضمان الاجتماعي وذلك إلى غاية يوم 31 جانفي 2022، حسب ما علم من الوزارة.

الأيام / أعدته للنشر: مريم. ع

والوفاء بالتزاماتهم إزاء الضمان الاجتماعي، فضلا عن ذلك، "يمكن للمتعاملين الاقتصاديين المعنيين بهذه الإجراءات، الاستفادة من جدول تسديد اشتراكاتهم الرئيسية مع الإعفاء الكلي من زيادات وغرامات التأخير عند دفع آخر قسط مستحق". وللاستفادة من هذه التدابير دفع الاشتراكات السارية ثم تقديم طلب جدول الاشتراكات السابقة من قبل المدين، يؤكد المصدر ذاته.

ويستفيد المستخدمون المدنيون لدى الصندوق الوطني للتأمينات الاجتماعية للعمال الأجراء (كناس) من تخفيض حصة المستخدم في اشتراكات الضمان الاجتماعي وذلك في إطار التدابير التشجيعية الخاصة بترقية ودعم التشغيل. وبهذه المناسبة، تدعو وزارة العمل والتشغيل والضمان الاجتماعي جميع المتعاملين الاقتصاديين إلى التقرب من هيئات الضمان الاجتماعي للاستفادة من هذه التدابير الاستثنائية.

وأكدت الوزارة أن هذه الإجراءات الاستثنائية تندرج "في إطار المساعي والمجهودات المبذولة من طرف الدولة لمراقبة ومساعدة المتعاملين الاقتصاديين لتجاوز الآثار السلبية الناجمة عن تفشي جائحة كورونا وتمكينهم من المساهمة في تجسيد برنامج الإنعاش الاقتصادي الذي أقره رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون.

□ وأوضح المصدر أن الوزارة "تنتهي إلى علم كافة المستخدمين المنتسبين لدى صناديق الضمان الاجتماعي، عن دخول حيز التنفيذ الإجراءات والتدابير الاستثنائية المتعلقة بإلغاء العقوبات الناجمة عن التأخر في تسديد اشتراكات الضمان الاجتماعي، والمصادق عليها خلال اجتماع مجلس الوزراء المنعقد بتاريخ 22 أوت 2021 وذلك بعد صدور الأمر الرئاسي رقم 12-21 المؤرخ في 25 أوت 2021 في العدد رقم 65 من الجريدة الرسمية".

ويشمل قرار الإعفاء "الذي يسري مفعوله إلى غاية 31 جانفي 2022، أكثر من 760 ألف مستخدما مدينا، من بينهم 153.458 مستخدم منتسب لدى الصندوق الوطني للتأمينات الاجتماعية للعمال الأجراء (كناس) و589.426 مستخدم منتسب لدى الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي لغير الأجراء (كاسنوس) وكذا 17.668 مستخدم منتسب لدى الصندوق الوطني للعطل المدفوعة الأجر والبطالة الناجمة عن سوء الأحوال الجوية لقطاعات البناء، الأشغال العمومية والري (كاكوبات)".

ويستفيد من هذه التدابير الاستثنائية كل المستخدمين والأشخاص غير الأجراء، الذين يمارسون نشاطا لحسابهم الخاص، ولا سيما الذين يواجهون صعوبات لتسوية وضعياتهم

إلى غاية 31 جانفي 2022

إلغاء عقوبات عن التأخر في تسديد اشتراكات الضمان الاجتماعي

السابقة من قبل المدين»، يؤكد المصدر ذاته. ويستفيد المستخدمون المدينون لدى الصندوق الوطني للتأمينات الاجتماعية للعمال الأجراء (كناس) من تخفيض حصة المستخدم في اشتراكات الضمان الاجتماعي، وذلك في إطار التدابير التشجيعية الخاصة بترقية ودعم التشغيل.

وبهذه المناسبة، تدعو وزارة العمل والتشغيل والضمان الاجتماعي جميع المتعاملين الاقتصاديين إلى التقرب من هيئات الضمان الاجتماعي للاستفادة من هذه التدابير الاستثنائية.

وأكدت الوزارة أن هذه الإجراءات الاستثنائية تندرج «في إطار المساعي والمجهودات المبذولة من طرف الدولة لمرافقة ومساعدة المتعاملين الاقتصاديين لتجاوز الآثار السلبية الناجمة عن تفشي جائحة كورونا وتمكينهم من المساهمة في تجسيد برنامج الإنعاش الاقتصادي الذي أقره رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون».

وأج

الاجتماعية للعمال الأجراء (كناس) و589.426 مستخدم منتسب لدى الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي لغير الأجراء (كاسنوس) و كذا 17.668 مستخدم منتسب لدى الصندوق الوطني للعطل المدفوعة الأجر والبطالة الناجمة عن سوء الأحوال الجوية لقطاعات البناء، الأشغال العمومية و الري (كاكوبات)».

ويستفيد من هذه التدابير الاستثنائية كل المستخدمين والأشخاص غير الأجراء، الذين يمارسون نشاطا لحسابهم الخاص، ولا سيما الذين يواجهون صعوبات لتسوية وضعياتهم والوفاء بالتزاماتهم إزاء الضمان الاجتماعي»، فضلا عن ذلك، «يمكن للمتعاملين الاقتصاديين المعنيين بهذه الإجراءات، الاستفادة من جدولة تسديد اشتراكاتهم الرئيسية مع الإعفاء الكلي من زيادات وغرامات التأخير عند دفع آخر قسط مستحق».

وللاستفادة من هذه التدابير دفع الاشتراكات السارية ثم تقديم طلب جدولة الاشتراكات

كشفت وزارة العمل والتشغيل والضمان الاجتماعي عن إلغاء العقوبات الناجمة عن التأخر في تسديد اشتراكات الضمان الاجتماعي وذلك إلى غاية يوم 31 جانفي 2022، حسب ما علم أمس الثلاثاء من الوزارة.

وأوضح ذات المصدر أن الوزارة «تنهي إلى علم كافة المستخدمين المنتسبين لدى صناديق الضمان الاجتماعي، عن دخول حيز التنفيذ الإجراءات والتدابير الاستثنائية المتعلقة بإلغاء العقوبات الناجمة عن التأخر في تسديد اشتراكات الضمان الاجتماعي، والمصادق عليها خلال اجتماع مجلس الوزراء المنعقد بتاريخ 22 أوت 2021 وذلك بعد صدور الأمر الرئاسي رقم 12 21 المؤرخ في 25 أوت 2021 في العدد رقم 65 من الجريدة الرسمية».

ويشمل قرار الإعفاء «الذي يسري مفعوله إلى غاية 31 جانفي 2022، أكثر من 760 ألف مستخدم مدين، من بينهم 153.458 مستخدما منتسبا لدى الصندوق الوطني للتأمينات

مهلة إضافية إلى غاية 31 جانفي 2022

إلغاء عقوبات التأخر في تسديد اشتراكات الضمان الإجتماعي

الخاص، ولا سيما الذين يواجهون صعوبات لتسوية وضعياتهم والوفاء بالتزاماتهم إزاء الضمان الاجتماعي"، فضلا عن ذلك، "يمكن للمتعاملين الاقتصاديين المعنيين بهذه الإجراءات، الاستفادة من جدول تسديد اشتراكاتهم الرئيسية مع الإعفاء الكلي من زيادات وغرامات التأخير عند دفع آخر قسط مستحق".

وللاستفادة من هذه التدابير دفع الاشتراكات السارية ثم تقديم طلب جدول الاشتراكات السابقة من قبل المدين، يؤكد المصدر ذاته.

ويستفيد المستخدمون المدينون لدى الصندوق الوطني للتأمينات الاجتماعية للعمال الأجراء (كناس) من تخفيض حصة المستخدم في اشتراكات الضمان الاجتماعي وذلك في إطار التدابير التشجيعية الخاصة بترقية ودعم التشغيل. وبهذه المناسبة، تدعو وزارة العمل والتشغيل والضمان الاجتماعي جميع المتعاملين الاقتصاديين إلى التقرب من هيئات الضمان الاجتماعي للاستفادة من هذه التدابير الاستثنائية.

وأكدت الوزارة أن هذه الإجراءات الاستثنائية تدرج "في إطار المساعي والجهود المبذولة من طرف الدولة لمراقبة ومساعدة المتعاملين الاقتصاديين لتجاوز الآثار السلبية الناجمة عن تفشي جائحة كورونا وتمكينهم من المساهمة في تجسيد برنامج الإنعاش الاقتصادي الذي أقره رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون.

م.

أعلنت وزارة العمل والتشغيل والضمان الاجتماعي عن دخول حيز التنفيذ الاجراءات والتدابير الاستثنائية المتعلقة بإلغاء العقوبات الناجمة عن التأخر في تسديد اشتراكات الضمان الاجتماعي وذلك إلى غاية يوم 31 جانفي 2022.

وأوضح بيان للوزارة "تنتهي إلى علم كافة المستخدمين المنتسبين لدى صناديق الضمان الاجتماعي، عن دخول حيز التنفيذ الإجراءات والتدابير الاستثنائية المتعلقة بإلغاء العقوبات الناجمة عن التأخر في تسديد اشتراكات الضمان الاجتماعي، والمصادق عليها خلال اجتماع مجلس الوزراء المنعقد بتاريخ 22 أوت 2021 وذلك بعد صدور الأمر الرئاسي رقم 21-12 المؤرخ في 25 أوت 2021 في العدد رقم 65 من الجريدة الرسمية".

ويشمل قرار الإعفاء "الذي يسري مفعوله إلى غاية 31 جانفي 2022، أكثر من 760 ألف مستخدما مدينا، من بينهم 153.458 مستخدم منتسب لدى الصندوق الوطني للتأمينات الاجتماعية للعمال الأجراء (كناس) و589.426 مستخدم منتسب لدى الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي لغير الأجراء (كاسنوس) وكذا 17.668 مستخدم منتسب لدى الصندوق الوطني للعطل المدفوعة الأجر والبطالة الناجمة عن سوء الأحوال الجوية لقطاعات البناء، الأشغال العمومية والري (كاكوبات)".

ويستفيد من هذه التدابير الاستثنائية كل المستخدمين والأشخاص غير الأجراء، الذين يمارسون نشاطا لحسابهم

LIBERTE

PAIEMENT DES COTISATIONS À LA SÉCURITÉ SOCIALE Suppression jusqu'au 31 janvier 2022 des pénalités de retard

■ Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale informe tous les employeurs affiliés aux caisses de Sécurité sociale de l'entrée en vigueur des mesures exceptionnelles liées à la suppression des pénalités de retard de paiement des cotisations à la Sécurité sociale, jusqu'au 31 janvier 2022, a-t-on appris, hier, auprès du ministère. *“Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale informe tous les employeurs affiliés aux caisses de Sécurité sociale de l'entrée en vigueur des mesures exceptionnelles liées à l'annulation des pénalités de retard de paiement des cotisations à la sécurité sociale, approuvées en Conseil des ministres tenu le 22 août 2021, et ce, après la promulgation de l'ordonnance n°21-12 du 25 août 2021 parue au Journal officiel n°65.”* *“Cette décision d'exemption, qui restera en vigueur jusqu'au 31 janvier 2022, concerne plus de 760 000 employeurs redevables, dont 153 458 employeurs affiliés à la Caisse nationale des assurances sociales (Cnas) et 589 426 employeurs affiliés à la Sécurité sociale des non-salariés (Casnos), ainsi que 17 668 employeurs affiliés à la Caisse nationale des congés payés et du chômage intempéries des secteurs du BTPH (CACOBAPTH).”*

APS

RETARD DE PAIEMENT DES COTISATIONS À LA SÉCURITÉ SOCIALE

SUPPRESSION DES PÉNALITÉS
JUSQU'AU 31 JANVIER 2022

«Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale informe tous les employeurs affiliés aux caisses de sécurité sociale, de l'entrée en vigueur des mesures exceptionnelles liées à l'annulation des pénalités de retard de paiement des cotisations à la Sécurité sociale, approuvées en Conseil des ministres tenu le 22 août 2021 et ce après la promulgation de l'ordonnance n 21-12 du 25 août 2021, parue au *Journal officiel* n° 65».

Cette décision d'exemption, «qui restera en vigueur jusqu'au 31 janvier 2022, concerne plus de

760.000 employeurs redevables, dont 153.458 employeurs affiliés à la Caisse nationale des assurances sociales (CNAS) et 589.426 employeurs affiliés à la Sécurité sociale des Non-Salariés (CASNOS), ainsi que 17.668 employeurs affiliés à la Caisse nationale des congés payés et du chômage intempéries des secteurs du BTPH (CACOBATPH).

Aussi, les opérateurs économiques concernés par ces procédures peuvent bénéficier d'un rééchelonnement pour le paiement de leurs cotisations principales avec une exonération totale des

majorations et des pénalités de retards lors du paiement de la dernière tranche».

Afin de bénéficier de ces mesures, il faudra procéder au versement des cotisations en cours, puis la présentation d'une demande d'échelonnement des précédentes cotisations par le redevable.

Les usagers débiteurs auprès de la CNAS bénéficient d'une réduction du quote-part patronale en matière de cotisations de la Sécurité sociale, et ce dans le cadre des mesures incitatives relatives à la promotion et au soutien à l'emploi.



وزارة العمل:

الغاء العقوبات الناجمة عن التأخر في تسديد اشتراكات الضمان الاجتماعي الى غاية 31 يناير 2022

من قبل المدين، يؤكد المصدر ذاته. ويستفيد المستخدمون المدينون لدى الصندوق الوطني للتأمينات الاجتماعية للعمال الأجاء (كناس) من تخفيض حصة المستخدم في اشتراكات الضمان الاجتماعي، وذلك في إطار التدابير التشجيعية الخاصة بترقية ودعم التشغيل.

وبهذه المناسبة، تدعو وزارة العمل والتشغيل والضمان الاجتماعي جميع المتعاملين الاقتصاديين إلى التقرب من هيئات الضمان الاجتماعي للاستفادة من هذه التدابير الاستثنائية.

وأكدت الوزارة أن هذه الإجراءات الاستثنائية تندرج في إطار المساعي والجهودات المبذولة من طرف الدولة لمراقبة ومساعدة المتعاملين الاقتصاديين لتجاوز الآثار السلبية الناجمة عن تفشي جائحة كورونا وتمكينهم من المساهمة في تجسيد برنامج الإنعاش الاقتصادي الذي أقره رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون.

ج.م

الوطني للتأمينات الاجتماعية للعمال الأجاء (كناس) و589.426 مستخدم منتسب لدى الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي لغير الأجاء (كاسنوس) وكذا 17.668 مستخدم منتسب لدى الصندوق الوطني للعطل المدفوعة الأجر والبطالة الناجمة عن سوء الأحوال الجوية لقطاعات البناء، الأشغال العمومية والري (كاكوبات).

ويستفيد من هذه التدابير الاستثنائية كل المستخدمين والأشخاص غير الأجاء، الذين يمارسون نشاطا لحسابهم الخاص، ولا سيما الذين يواجهون صعوبات لتسوية وضعياتهم والوفاء بالتزاماتهم إزاء الضمان الاجتماعي، فضلا عن ذلك، يمكن للمتعاملين الاقتصاديين المعنيين بهذه الإجراءات، الاستفادة من جدولة تسديد اشتراكاتهم الرئيسية مع الإعفاء الكلي من زيادات وغرامات التأخير عند دفع آخر قسط مستحق.

وللاستفادة من هذه التدابير يتم دفع الاشتراكات السارية ثم تقديم طلب جدولة الاشتراكات السابقة

تنتهي وزارة العمل والتشغيل والضمان الاجتماعي إلى علم كافة المستخدمين المنتسبين لصناديق الضمان الاجتماعي عن دخول حيز التنفيذ الإجراءات والتدابير الاستثنائية المتعلقة بإلغاء العقوبات الناجمة عن التأخر في تسديد اشتراكات الضمان الاجتماعي وذلك إلى غاية يوم 31 يناير 2022، حسب ما علم الثلاثاء من الوزارة.

وأوضح ذات المصدر أن الوزارة "تنتهي إلى علم كافة المستخدمين المنتسبين لدى صناديق الضمان الاجتماعي، عن دخول حيز التنفيذ الإجراءات والتدابير الاستثنائية المتعلقة بإلغاء العقوبات الناجمة عن التأخر في تسديد اشتراكات الضمان الاجتماعي، والمصادق عليها خلال اجتماع مجلس الوزراء المنعقد بتاريخ 22 أوت 2021 وذلك بعد صدور الأمر الرئاسي رقم 21-12 المؤرخ في 25 أوت 2021 في العدد رقم 65 من الجريدة الرسمية".

ويشمل قرار الإعفاء "الذي يسري مفعوله إلى غاية 31 جانفي 2022، أكثر من 760 ألف مستخدما مدينا، من بينهم 153.458 مستخدم منتسب لدى الصندوق

إلى غاية 31 جانفي المقبل

إلغاء عقوبات التأخير في تسديد اشتراكات الضمان الاجتماعي

■ الإجراء يشمل 760 ألف مستخدم مدين في "كناس" و"كاسنوس" و"كاكوبات"

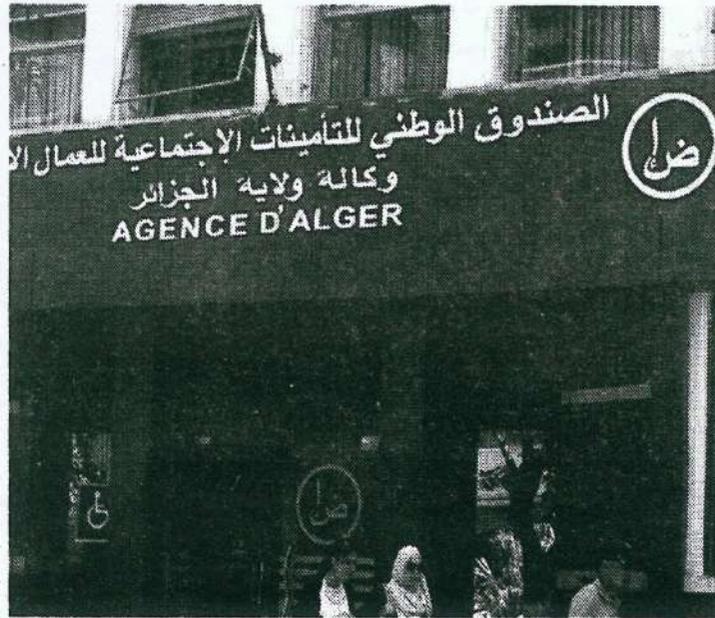
أكدت وزارة العمل والتشغيل والضمان الاجتماعي دخول حيز التنفيذ الاجراءات والتدابير الاستثنائية المتعلقة بإلغاء العقوبات الناجمة عن التأخر في تسديد اشتراكات الضمان الاجتماعي، وذلك إلى غاية يوم 31 جانفي 2022 بالنسبة إلى كافة المستخدمين المنتسبين لصناديق الضمان الاجتماعي.

كـ

بيان الوزارة. ويستفيد المستخدمون المدينون لدى الصندوق الوطني للتأمينات الاجتماعية للعمال (كناس) من تخفيض حصة المستخدم في اشتراكات الضمان الاجتماعي، وذلك في إطار التدابير التشجيعية الخاصة بترقية ودعم التشغيل.

وبهذه المناسبة دعت وزارة العمل والتشغيل والضمان الاجتماعي جميع المتعاملين الاقتصاديين إلى التقرب من هيئات الضمان الاجتماعي للاستفادة من هذه التدابير الاستثنائية.

وأكدت الوزارة أن هذه الإجراءات الاستثنائية تندرج في إطار المساعي والمجهودات المبذولة من طرف الدولة لمرافقة ومساعدة المتعاملين الاقتصاديين لتجاوز الآثار السلبية الناجمة عن تفشي جائحة كورونا، وتمكينهم من المساهمة في تجسيد برنامج الإنعاش الاقتصادي الذي أقره رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون.



والوفاء بالتزاماتهم إزاء الضمان الاجتماعي، فضلا عن ذلك يمكن للمتعاملين الاقتصاديين المعنيين بهذه الإجراءات، الاستفادة من جدولة تسديد اشتراكاتهم الرئيسية مع الإعفاء الكلي من زيادات وغرامات التأخير عند دفع آخر قسط مستحق.

وللاستفادة من هذه التدابير دفع الاشتراكات السارية، ثم تقديم طلب جدولة الاشتراكات السابقة من قبل المدين، يؤكد

مستخدم منتسب لدى الصندوق الوطني للعطل المدفوعة الأجر والبطالة الناجمة عن سوء الأحوال الجوية لقطاعات البناء، الأشغال العمومية والري (كاكوبات).

ويستفيد من هذه التدابير الاستثنائية -حسب ذات المصدر- كل المستخدمين والأشخاص غير الأجراء، الذين يمارسون نشاطا لحسابهم الخاص، ولا سيما الذين يواجهون صعوبات لتسوية وضعياتهم

وأوضح أمس بيان للوزارة أن الأخيرة "تنتهي إلى علم كافة المستخدمين المنتسبين لدى صناديق الضمان الاجتماعي، عن دخول حيز التنفيذ الإجراءات والتدابير الاستثنائية المتعلقة بإلغاء العقوبات الناجمة عن التأخر في تسديد اشتراكات الضمان الاجتماعي، والمصادق عليها خلال اجتماع مجلس الوزراء المنعقد بتاريخ 22 أوت 2021 وذلك بعد صدور الأمر الرئاسي رقم 21-21 المؤرخ في 25 أوت 2021 في العدد رقم 65 من الجريدة الرسمية".

وحسب البيان يشمل قرار الإعفاء الذي يسري مفعوله إلى غاية 31 جانفي 2022، أكثر من 760 ألف مستخدما مدينا، من بينهم 153.458 مستخدم منتسب لدى الصندوق الوطني للتأمينات الاجتماعية للعمال الأجراء (كناس) و589.426 مستخدم منتسب لدى الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي لغير الأجراء (كاسنوس)، وكذا 17.668

إلى غاية 31 جانفي 2022، وزارة العمل تكشف:

إلغاء العقوبات الناجمة عن التأخر في تسديد اشتراكات الضمان الاجتماعي

أعلنت وزارة العمل والتشغيل والضمان الاجتماعي عن دخول حيز التنفيذ الاجراءات والتدابير الاستثنائية المتعلقة بإلغاء العقوبات الناجمة عن التأخر في تسديد اشتراكات الضمان الاجتماعي وذلك الى غاية يوم 31 جانفي 2022.

عن ذلك، "يمكن للمتعاملين الاقتصاديين المعنيين بهذه الإجراءات، الاستفادة من جدولة تسديد اشتراكاتهم الرئيسية مع الاعفاء الكلي من زيادات وغرامات التأخير عند دفع آخر قسط مستحق"، وللاستفادة من هذه التدابير دفع الاشتراكات السارية ثم تقديم طلب جدولة الاشتراكات السابقة من قبل المدين".

ويستفيد المستخدمون المدينون لدى الصندوق الوطني للتأمينات الاجتماعية للعمال الأجراء (كناس) من تخفيض حصة المستخدم في اشتراكات الضمان الاجتماعي، وذلك في إطار التدابير التشجيعية الخاصة بترقية ودعم التشغيل، وبهذه المناسبة، دعت وزارة العمل والتشغيل والضمان الاجتماعي جميع المتعاملين الاقتصاديين إلى التقرب من هيئات الضمان الاجتماعي للاستفادة من هذه التدابير الاستثنائية، وأكدت الوزارة أن هذه الإجراءات الاستثنائية تندرج في إطار المساعي والمجهودات المبذولة من طرف الدولة لمرافقة ومساعدة المتعاملين الاقتصاديين لتجاوز الآثار السلبية الناجمة عن تفشي جائحة كورونا وتمكينهم من المساهمة في تجسيد برنامج الإنعاش الاقتصادي الذي أقره رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون".

أيمن . ف



منتسب لدى الصندوق الوطني للتأمينات الاجتماعية للعمال الأجراء (كناس) و 589,426 مستخدم منتسب لدى الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي لغير الأجراء (كاستوس) وكذا 17,668 مستخدم منتسب لدى الصندوق الوطني للعطل المدفوعة الأجر والبطالة الناجمة عن سوء الأحوال الجوية لقطاعات البناء، الأشغال العمومية والري (كأكوبات)".

ويستفيد من هذه التدابير الاستثنائية كل المستخدمين والأشخاص غير الأجراء، الذين يمارسون نشاطا لحسابهم الخاص، ولا سيما الذين يواجهون صعوبات لتسوية وضعياتهم والوفاء بالتزاماتهم إزاء الضمان الاجتماعي"، فضلا

أشار بيان صدر عن الوزارة ذاتها أمس جاء فيه: "تنهي إلى علم كافة المستخدمين المنتسبين لدى صناديق الضمان الاجتماعي، عن دخول حيز التنفيذ الإجراءات والتدابير الاستثنائية المتعلقة بإلغاء العقوبات الناجمة عن التأخر في تسديد اشتراكات الضمان الاجتماعي، والمصادق عليها خلال اجتماع مجلس الوزراء المنعقد بتاريخ 22 أوت 2021 وذلك بعد صدور الأمر الرئاسي رقم 12-21 المؤرخ في 25 أوت 2021 في العدد رقم 65 من الجريدة الرسمية"، ويشمل قرار الاعفاء الذي يسري مفعوله إلى غاية 31 جانفي 2022، أكثر من 760 ألف مستخدم مدينا، من بينهم 153,458 مستخدم

الشعب

الرئيس تبون يترأس مجلسا للوزراء ويقرّر:

الشروع في صرف علاوات شهداء الحرائق

■ تكليف سوناطراك باقتناء شاحنات نقل الأكسيجين ■ استحداث قطب للجرائم السيبرانية
■ إعادة إطلاق مشروع إنتاج فيلم الأمير عبد القادر ■ التعجيل بإصلاح الإطار التشريعي للسمعي البصري



ترأس رئيس الجمهورية، القائد الأعلى للقوات المسلحة، وزير الدفاع الوطني، عبد المجيد تبون، أمس، اجتماعا لمجلس الوزراء، تناول بالدراسة عروضاً تخص قطاعات العدالة، الداخلية، العمل والتشغيل والضمان الاجتماعي، الصناعة الصيدلانية، الاتصال والثقافة، حسبما أورده بيان لرئاسة الجمهورية، هذا نصه الكامل:

«ترأس السيد عبد المجيد تبون، رئيس الجمهورية، القائد الأعلى للقوات المسلحة، وزير الدفاع الوطني، يوم الأحد 22 أوت 2021، اجتماع مجلس الوزراء، تناول بالدراسة عروضاً تخص قطاعات العدالة، الداخلية، العمل والتشغيل والضمان الاجتماعي، الصناعة الصيدلانية، الاتصال والثقافة.

استهل المجلس أشغاله بالاستماع إلى عرض السيد الوزير الأول حول حصيلة النشاط الحكومي في الأسبوعين الأخيرين، ثم تناول النقاط المدرجة في جدول أعماله.

قطاع العدالة:

صادق المجلس على مشروع أمر يعدل ويتمم القانون العضوي المتعلق بنظام الانتخابات، ومشروع أمر يعدل ويتمم قانون الإجراءات الجزائية، يتضمن استحداث قطب للجرائم السيبرانية، حيث وجه السيد رئيس الجمهورية التعليمات والملاحظات التالية:

- تختص السلطة الوطنية المستقلة للانتخابات، وحدها بقرار الإغفاء من شرط المناصفة في القوائم الانتخابية.

- تخفيض عدد التوقيعات في المناطق ذات الكثافة السكانية الضئيلة للمرشحين.

- تثمين إنشاء القطب المتخصص في الجرائم السيبرانية، كمكسب لقطاع العدالة على غرار القطب المتخصص في الجرائم الاقتصادية، مع التشديد على الإسراع في تنصيب القطب الجديد ومعالجة الجرائم السيبرانية المعروضة حالياً، أمام العدالة.

قطاع العمل والتشغيل والضمان الاجتماعي:

- إلغاء العقوبات الناجمة عن التأخر في تسديد اشتراكات الضمان الاجتماعي، التي تمس 760552 مستخدم، مع تشجيع الاشتراك في صناديق الضمان الاجتماعي حفاظاً على النسيج الاقتصادي.

- تقديم مشروع نص قانوني، أمام الحكومة ومجلس الوزراء، يؤسس لعلاوة البطالة، تضاف إلى صيغ منح البطالة المعتمدة في قطاعات أخرى.

قطاع الداخلية:

- جدد السيد الرئيس توجيه تحية إكبار إلى الشعب الجزائري على الهبة التضامنية الكبيرة مع سكان الولايات المتضررة من الحرائق الأخيرة.

- تكليف وزراء الداخلية والفلاحة والسكن بإنهاء عمليات تقييم الخسائر وعمليات التعويض، على

وجه السرعة.

- الاستعانة بالجيش الوطني الشعبي - إذا دعت الضرورة - لدعم صفوف الأعوان القائمين على تقييم الخسائر، ونحن على أبواب الدخول الاجتماعي وموسم البرد والأمطار.

- تكليف وزير الداخلية والأمين العام لرئاسة الجمهورية بالشروع الفوري في صرف العلاوات المالية، لعائلات شهداء الحرائق.

- تتكفل وزارة الفلاحة والتنمية الريفية بإعادة غرس الأشجار المثمرة والتشجير على أوسع نطاق في المناطق المتضررة، مع تنويعها.

قطاع الثقافة:

- ضرورة إرساء صناعة سينماتوغرافية خلاقة لمناسب الشغل والثروة عن طريق الإنتاج السينمائي الهادف ذي المعايير الدولية.

- إدماج المتخرجين من المعاهد الفنية والدراما وحملة البكالوريا الفنية مستقبلاً.

- إعادة بعث مشروع إنتاج فيلم (الأمير عبد القادر) باعتباره مؤسس الدولة الجزائرية الحديثة وكونه رمزا عالميا.

قطاع الاتصال (الاعلام السمعي البصري):

أسدى السيد الرئيس ملاحظات للتعجيل بإصلاح الإطار التشريعي الخاص بالسمعي البصري، وكذا دفتر الشروط الذي يؤطر الالتزامات العامة في مجال احترام الحريات الأساسية ومتطلبات التشغيل الديمقراطي للمجتمع، والضرورات التي تفرض المحافظة على الأمن العام، مع تنظيم استغلال خدمات البث الإذاعي والتلفزيوني.

قطاع الصناعة الصيدلانية:

- شدد رئيس الجمهورية على ضرورة تسريع مشروع إنتاج اللقاح في الجزائر.

- تكليف شركة سوناطراك باقتناء شاحنات نقل الأكسيجين تحسباً لرفع الإنتاج الذي سيبلغ خلال السداسي الأول من السنة المقبلة 800 ألف لتر يوميا.

- إيلاء الأهمية القصوى لتنظيم سوق الدواء مع مراقبته ومراعاة معايير الجودة في الإنتاج بما في ذلك المكملات الغذائية.

- العمل على بعث ودفع مؤسسة صيدال لدور ريادي حقيقي في السوق الوطنية والإفريقية.

كما أعطى السيد الرئيس توجيهات عامة:

- أمر السيد الرئيس الوزير الأول بتخفيف الحجر الصحي بفتح الشواطئ وأماكن الترفيه، في حالة استمرار التراجع في عدد الإصابات، مع الإبقاء على الإجراءات الصارمة للوقاية.

- فتح رحلات جديدة نحو الوجهات المفتوحة وأخرى نحو دول جديدة.

- تلقح كل أساتذة قطاع التربية والتعليم العالي والتكوين المهني وطلبة الجامعة قبل الدخول المدرسي والجامعي.

- الإبقاء على التواصل وحسن الاستماع للشركاء الاجتماعيين في قطاعات التربية، التكوين المهني، التعليم العالي والصحة.

- رفع التجميد عن المشاريع التي لم تدخل حيز الخدمة لأسباب بيروقراطية محضة.

- إعداد برنامج لإطلاق مشاريع مستشفى للحروق الكبرى ومستشفيات للاستعجال في عنابة، قسنطينة ووهران.

كما وافق مجلس الوزراء على مشروع مرسوم رئاسي يرخص بمساهمة الجزائر في الزيادة الخاصة المؤقتة لرأس المال القابل للاستدعاء في البنك الإفريقي للتنمية.

وقبل رفع الجلسة، صادق مجلس الوزراء على قرارات فردية تتضمن تعيينات وإنهاء مهام في مناصب عليا في الدولة.